



Avignon, le 23 mai 2016

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 23 MAI 2016

La mobilisation contre la loi travail ne faiblit pas. En attestent les rassemblements du 19 mai. Sur le fond, la CGT a dit tout le mal qu'elle pense de ce projet dont le seul but est de mettre à bas les garanties durement acquises par le monde du travail. Nous sommes face à un gouvernement qui refuse d'écouter les salariés et choisit de passer en force, peu important les conséquences.

Cette situation nous rappelle étrangement le quotidien de la DGFIP : Aucune écoute des agents, restructurations imposées, réformes tous azimuts, et autres expérimentations. Peu importe les conséquences pour le service public, nos missions et nos collègues.

La colère gronde à la DGFIP. Les agents en ont assez de travailler dans des conditions dégradées. A Perpignan, en Guadeloupe, à Paris, dans le Gard, la Lozère, la Marne... la coupe déborde.

Les usagers perçoivent de manière très négative l'évolution de notre administration. Les opérations de sensibilisations menées en intersyndicale, le 17 mai devant les accueils des particuliers ou le 3 mai à Gordes, rencontrent une adhésion quasi unanime du public. La e-dgfip, les usagers n'en veulent pas! Ils souhaitent un service public fiscal et comptable proche, disponible, tout simplement humain.

Nous vous demandons d'annexer au procès verbal de ce CTL les pétitions que nous allons vous remettre aujourd'hui. Ainsi la direction générale pourra constater qu'avec ses excellents résultats en trompe-l'œil, tout n'est pas rose à la DGFIP de Vaucluse.

Au cœur de toutes ces questions et de nos difficultés: ne nous trompons pas, c'est bien celle des moyens que l'on donne à la DGFIP qui est primordiale!

Le ministre doit nous entendre et décider de l'arrêt des suppressions d'emploi, et envisager d'en créer à la DGFIP, sans oublier bien sûr, de pourvoir tous les emplois existants (Appel des listes complémentaires). Les restructurations, quelles qu'en soient le nom, démarche stratégique ou ASR, doivent cesser. Il faut prendre d'urgence des mesures pour la reconnaissance des collègues et stopper immédiatement l'application du RISFEED.

La DGFIP de Vaucluse ne se distingue du contexte général que par son dialogue social encore plus dégradé. Les réformes de structures, on se les prend de plein fouet mais le CTL sur l'ASR, décliné sur tout le territoire, on l'attend toujours, comme le CHSCT sur la sécurité d'ailleurs.

L'ordre du jour de ce comité technique est assez représentatif de l'évolution de notre administration. Resserrement du réseau (Gordes), dégradation des missions (redevance, SAR), atteintes au statut (services civiques). Nous pourrions évoquer également le revirement

spectaculaire de la DGFIP en matière d'accueil du public, si la clause de revoyure sur les horaires d'ouverture y avait été intégrée comme vous vous y étiez engagé lors du dernier CTL.

Comme le disait un collègue et camarade récemment parti en retraite, il y aura bientôt dans notre administration plus de gens pour commenter le travail que pour le faire. C'est ce que nous inspire la lecture, ou plutôt le survol, du rapport d'activité.

Pour conclure, nous abordons cette instance sans illusions sur le gain que pourraient en retirer les agents que nous représentons. Nous allons nous livrer comme à l'habitude à deux monologues parallèles car dans ce département, les deux mots qui composent l'expression « dialogue social » ne signifie plus rien depuis plusieurs années.

Selon la devise, on sait ce qu'on perd, mais on ignore ce qu'on gagne . Nous, sans hésiter, nous choisissons l'incertitude.